Conclusion générale

Jacques Fontanel

▶ **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Conclusion générale : le Paradoxe de la globalisation, une nécessité et une menace. Jacques Fontanel. La globalisation en "analyse" : géoéconomie et stratégie des acteurs, l'Harmattan, pp.595-617, 2005, Côté cours (Grenoble), 2-7475-9664-8. hal-02993714

HAL Id: hal-02993714

https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02993714

Submitted on 7 Nov 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Paradoxe de la globalisation, une nécessité et une menace

Jacques Fontanel

In
La globalisation « en analyse ».
Géoéconomie et stratégie des acteurs
L'Harmattan,
Paris, Novembre 2005

Résumé : La globalisation présente des avantages (économie d'échelle, ouverture des économies nationales, réalisation des avantages comparatifs), mais aussi des inconvénients (oligopoles monopolistiques, effets de domination, évasion fiscale). Souvent, l'économie a été une cause de guerre, mais les partisans de la globalisation, arguant de l'interdépendance, considèrent qu'elle produit est un facteur de paix. Cependant, la globalisation ne met pas l'homme social solidaire au centre des structures économiques et sociales, par les effets de domination que l'économie libérale produit inéluctablement, elle constitue en l'état un vecteur favorable au prosélytisme de la « civilisation américaine », elle devient in fine une menace à l'essor des structures démocratiques. L'économie devient une discipline amorale contrôlée par une ploutocratie. La question se pose de savoir si cette mondialisation de s'oppose finalement pas à l'universalité, qui défend non pas le matérialisme, mais les « valeurs » d'une société à construire.

Globalisation has advantages (economies of scale, opening up of national economies, realisation of comparative advantages), but also disadvantages (monopolistic oligopolies, domination effects, tax evasion). Often, the economy has been a cause of war, but proponents of globalisation, arguing for interdependence, consider that it produces is a factor of peace. However, globalisation does not put the social man of solidarity at the centre of economic and social structures, because of the domination effects that the liberal economy inevitably produces, it constitutes in its current state a favourable vector for the proselytism of the "American civilisation", it ultimately becomes a threat to the development of democratic structures. The economy becomes an amoral discipline controlled by a plutocracy. The question arises as to whether this globalisation is not ultimately opposed to universality, which defends not materialism, but the "values" of a society to be built.

Globalisation, démocratie, capitalisme, libéralisme, guerre, paix, américanisation, mondialisation
Globalisation, democracy, capitalism, liberalism, war, peace, Americanisation, globalisation

La globalisation actuelle engendre à la fois des effets vertueux et des effets pervers. La pauvreté n'a pas été éradiquée avec la croissance économique. S'il y a 1,2 milliard de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour, elles sont près de 3 milliards à disposer de moins de 2 dollars par jour. La globalisation est supposée augmenter les facteurs de paix, transformer les priorités des « valeurs » humaines, favoriser l'élargissement des bases démocratiques, assurer le règne du libéralisme, s'inscrire dans un long processus de développement, engager les peuples vers le type de développement « à l'américaine » et créer de nouvelles solidarités. Mais ces idées sont fortement contestées, de même que le caractère « scientifique » d'une discipline économique trop souvent « aux ordres » des pouvoirs.

1. La globalisation, ses effets vertueux et vicieux

« Sur la base de pressions financières et des modes du moment, la théorie et les systèmes économiques et politiques en général cultivent leur propre version de la vérité. Une version qui n'entretient aucune relation nécessaire avec le réel »[1]. Le libéralisme n'est pas la panacée. Il existe même de nombreux théoriciens, néo-mercantilistes ou géo-économistes, pour réfuter l'ouverture des frontières comme solution aux problèmes graves qui existent encore aujourd'hui dans le monde, comme la pauvreté, la faim et la violence. Sur cette question, les idéologues néo-libéraux se démarquent de leur maître ès libéralisme, Adam Smith, qui affirmait que les rentes et les profits limitaient indûment l'importance des salaires et favorisaient l'exploitation de classe. Pour Maurice Allais, l'économie de marché ne peut fonctionner que dans un cadre institutionnel, moral, politique qui lui

---

[1] Galbraith J.K. (2004), *Les mensonges de l'économie*, Grasset, Paris, pp. 10-11.

assure à la fois la stabilité et la régulation[2]. Il est absurde de confier les arbitrages sociaux à une rationalité économique qui n'est, en fin de compte, qu'une hypothèse hautement improbable. Les avantages et les inconvénients de la mondialisation sont maintenant bien connus, mais les pondérations accordées aux uns et autres dépendent de l'équation personnelle de chacun.

TABLEAU 66

Les avantages et les inconvénients de la globalisation

Les débats	Arguments pour	Arguments contre
La globalisation implique un laissez-faire intégral	- Seul le marché produit le processus de destruction créatrice. - Le marché permet la réalisation des avantages comparatifs.	- Le profit devient plus important que l'homme. - Le laissez-faire a toujours été revendiqué par la puissance dominante.
La globalisation réduit le pouvoir discrétionnaire des Etats	- Les Etats n'ont pas à protéger leur économie. L'action de l'Etat est souvent inefficace d'un point de vue économique[3]. - Avec la globalisation, les interventions concernant les barrières douanières ou les restrictions à la propriété étrangère du capital national doivent être réduites, voire supprimées, dans le cadre d'accords internationaux gérés par des institutions acquises, dans leurs statuts, au libre-échange[4].	Les Etats décident toujours de leur politique commerciale, compte tenu de leur souveraineté. - Les pouvoirs publics ont toujours en charge la gestion du commerce et de l'investissement international, même s'ils délèguent une partie de leur pouvoir aux organisations internationales, notamment dans la gestion du commerce international et dans les actions en faveur de l'environnement ou des droits de l'homme[5].
La globalisation est un facteur de croissance économique.	- La globalisation de la concurrence permet l'accélération de la croissance économique par l'application des avantages comparatifs, lesquels se manifestent par la réduction des coûts de production et la baisse	- La globalisation limite le potentiel de la croissance économique des Etats-Unis, elle conduit à la destruction des emplois[7] et à une réduction des salaires[8]. La globalisation a aussi ses perdants. - Si les importations croissent plus

[2] Allais M. (1999), *La mondialisation, le chômage et les impératifs de l'humanisme*, Unesco, Science et humanisme, 9-10 avril.

[3] Ainsi, le refus des importations de sucre pour protéger la production de Floride a produit des résultats négatifs pour l'environnement (engrais), le tourisme (effets externes) et les consommateurs (hausse des prix, pour un coût de 3 milliards de dollars l'an).

[4] Ainsi, les Etats-Unis ont été condamnés par l'OMC pour son exemption de 15% des impôts portant sur les gains à l'exportation, ce qui a renfloué les caisses publiques à concurrence de près de 2 milliards de dollars.

[5] Le gouvernement du Massachusetts viole ainsi les règles de l'OMC en refusant l'achat de biens et services des firmes qui font des affaires avec Burma (qui viole les Droits de l'homme).

[6] Ainsi, le refus du Brésil d'importer la technologie du Fax a eu deux conséquences négatives : d'une part la faible qualité et le coût élevé des produits nationaux ont limité la compétitivité de toutes les industries brésiliennes ; d'autre part, la technologie brésilienne

	des prix[6]. - La compétition implique la recherche de l'efficacité, elle conduit à la destruction créatrice et elle favorise l'innovation. Les pays et les firmes peuvent alors profiter de leurs avantages comparatifs.	rapidement que les exportations, il peut en résulter une réduction du potentiel de croissance économique, notamment si les premières ne portent pas sur des investissements ou de futures activités productives. Dans ce cas, un processus de paupérisation peut être engagé.
La globalisation produit des emplois	- La croissance est un facteur favorable à l'emploi. Dans ces conditions, la globalisation qui supprime les freins à la croissance est productrice d'emplois.	La globalisation fragilise les emplois, en les rendant constamment compétitifs avec le capital et en exerçant sur lui des influences négatives en matière de rémunération, notamment pour les emplois les moins qualifiés[9].
La globalisation réduit les prix	La concurrence internationale profite principalement aux consommateurs.	La globalisation favorise les firmes multinationales, qui perçoivent d'importants profits, notamment lorsque leurs concurrents sont décimés.
La globalisation s'oppose aux politiques de l'environnement	Selon la courbe de Kuznets, si l'activité économique dégrade l'environnement, elle augmente aussi les revenus. Or, l'environnement est un bien supérieur. Dans ces conditions, la propension à la pollution décroît avec le développement[10].	- L'OMC fixe des règles qui vont souvent à l'encontre des intérêts de la nature, notamment lorsqu'il s'agit de protéger des espèces menacées ou de définir des normes de protection de la santé humaine. L'argument de la pollution n'est guère validé par les instances de l'OMC.

n'a pas été améliorée, conduisant sept ans après à l'ouverture internationale de ce marché.

[7] Pour Scott, le commerce international a réduit le PIB américain de 14,4% depuis 1992 (avantage de 19,8% pour les exportations et perte de 35,2% pour les importations). Scott, R.E. (2000), The facts about trade and job creation, Issue Brief # 139, Economic Policy Institute, Washington D.C.

[8] Les salaires des emplois peu qualifiés ont diminué dans les pays développés du fait des activités délocalisées moins bien payées. Près des trois quarts des emplois américains sont concernés par cette perte de pouvoir d'achat

[9] Pour Scott, si les exportations américaines ont créé 4,1 millions d'emplois, les importations en ont fait perdre 7,3 millions. Scott, R. (2000), The Facts about trade and job creation, March 24, Issue Brief 139, Economic Policy Institute: Washington DC.

[10] Hettige, H., Muthukumara, M., Wheeler, D. (1997), Industrial Pollution in Economic Development: Kuznets Revisited, Development Research Group, World Bank, Washington DC. December.

[11] Eskeland, G.S, Harrison, A.E. (1997), Moving to Greener Pastures ? Multinationals and the Pollution Haven Hypothesis, World Bank, January 1. http://econ.world bank.org/docs/525.pdf.

[12] Les FMN profitent d'une part de la pauvreté des pays en développement pour installer des entreprises polluantes, en leur faisant le chantage à la croissance ou à la délocalisation. D'autre part, certaines décisions nationales de protection de l'environn-

	des prix[6]. - La compétition implique la recherche de l'efficacité, elle conduit à la destruction créatrice et elle favorise l'innovation. Les pays et les firmes peuvent alors profiter de leurs avantages comparatifs.	rapidement que les exportations, il peut en résulter une réduction du potentiel de croissance économique, notamment si les premières ne portent pas sur des investissements ou de futures activités productives. Dans ce cas, un processus de paupérisation peut être engagé.
La globalisation produit des emplois	- La croissance est un facteur favorable à l'emploi. Dans ces conditions, la globalisation qui supprime les freins à la croissance est productrice d'emplois.	La globalisation fragilise les emplois, en les rendant constamment compétitifs avec le capital et en exerçant sur lui des influences négatives en matière de rémunération, notamment pour les emplois les moins qualifiés[9].
La globalisation réduit les prix	La concurrence internationale profite principalement aux consommateurs.	La globalisation favorise les firmes multinationales, qui perçoivent d'importants profits, notamment lorsque leurs concurrents sont décimés.
La globalisation s'oppose aux politiques de l'environnement	Selon la courbe de Kuznets, si l'activité économique dégrade l'environnement, elle augmente aussi les revenus. Or, l'environnement est un bien supérieur. Dans ces conditions, la propension à la pollution décroît avec le développement[10].	- L'OMC fixe des règles qui vont souvent à l'encontre des intérêts de la nature, notamment lorsqu'il s'agit de protéger des espèces menacées ou de définir des normes de protection de la santé humaine. L'argument de la pollution n'est guère validé par les instances de l'OMC.

n'a pas été améliorée, conduisant sept ans après à l'ouverture internationale de ce marché.

[7] Pour Scott, le commerce international a réduit le PIB américain de 14,4% depuis 1992 (avantage de 19,8% pour les exportations et perte de 35,2% pour les importations). Scott, R.E. (2000), The facts about trade and job creation, Issue Brief # 139, Economic Policy Institute, Washington D.C.

[8] Les salaires des emplois peu qualifiés ont diminué dans les pays développés du fait des activités délocalisées moins bien payées. Près des trois quarts des emplois américains sont concernés par cette perte de pouvoir d'achat

[9] Pour Scott, si les exportations américaines ont créé 4,1 millions d'emplois, les importations en ont fait perdre 7,3 millions. Scott, R. (2000), The Facts about trade and job creation, March 24, Issue Brief 139, Economic Policy Institute: Washington DC.

[10] Hettige, H., Muthukumara, M., Wheeler, D. (1997), Industrial Pollution in Economic Development: Kuznets Revisited, Development Research Group, World Bank, Washington DC. December.

[11] Eskeland, G.S, Harrison, A.E. (1997), Moving to Greener Pastures ? Multinationals and the Pollution Haven Hypothesis, World Bank, January 1. http://econ.world bank.org/docs/525.pdf.

[12] Les FMN profitent d'une part de la pauvreté des pays en développement pour installer des entreprises polluantes, en leur faisant le chantage à la croissance ou à la délocalisation. D'autre part, certaines décisions nationales de protection de l'environn-

	bénéfice des consommateurs.	transformer les conditions de la concurrence, par la mise en oeuvre de réseaux opaques[14].
Les firmes multinationales dominent le monde	- Les organisations internationales et les Etats conservent de grands pouvoirs. Ainsi, l'OMC peut condamner les subventions, en admettant la mise en place de contre-mesures adaptées équivalentes. - La Commission européenne refuse souvent certaines fusions d'entreprises, afin d'éviter les monopoles. - L'environnement actuel n'est pas celui du laissez-faire. - Les Etats disposent de moyens considérables. Ainsi, ils gèrent 40 % des richesses produites chaque année, ce qui en fait des agents très puissants. En outre, les règles qu'ils édictent s'imposent aux FMN, notamment en matière de législation et de concurrence.	- Par la corruption ou la puissance économique, les FMN exercent une action décisive sur les choix économiques, politiques et sociaux des gouvernements (théorie du *Public Choice*). - Les gouvernements n'ont plus le choix de mener une politique de développement économique, compte tenu des contraintes fixées par les organisations internationales (OMC, FMI par exemple). Il leur est interdit, dans certains cas, de développer un programme d'action, de mener des politiques sectorielles discriminantes, ou de réduire les droits de propriété aux firmes étrangères. Même justifiées, certaines mesures étatiques ou régionales de protection de l'environnement sont condamnées[15].
La globalisation profite surtout aux FMN et aux actionnaires	- Les FMN et les actionnaires sont les fers de lance des économies de marché. À ce titre, leurs revenus sont justifiés par la concurrence, les risques et par la croissance économique qu'ils impulsent et qui bénéficient à terme à tous les agents économiques. - Les actionnaires sont des apporteurs de capitaux, sans lesquels le développement économique serait aléatoire.	- La globalisation est profondément inégalitaire. Elle favorise les riches au détriment des pauvres, elle creuse irrémédiablement les inégalités. Elle ne bénéficie pas vraiment aux pays eux-mêmes, ni à leurs travailleurs[16]. - Les firmes multinationales fondent un monde d'investissement et de concurrence qui écrase les cultures nationales, qui ne cherche pas à illuminer la vie de chaque jour, qui n'a qu'un seul objectif réducteur : la maximisation du profit. La globalisation crée des perdants.
Les pays en développement sont les victimes du processus de la globalisation	- Les pays en développement bénéficient des investissements directs à l'étranger (qui améliorent les conditions de l'emploi) et ils reçoivent ainsi les effets positifs de la concurrence du marché. - La globalisation conduit à des standards de vie plus élevés dans les pays les plus pauvres. Avec les firmes étrangères, le niveau de vie	- Les choix majeurs concernant l'eau, la santé ou les transports dépendent trop souvent des profits des FMN. - Le non-respect des écosystèmes des pays en développement est constant. - Les normes internationales en termes de salaires ou d'avantages sociaux sont parfois négligées par les pays receveurs, lesquels veulent

[15] Il existe toujours des pratiques déloyales et illégales par l'OMC ou l'Alena qui subsistent. Ainsi, aux Etats-Unis, il est possible de ne pas informer le consommateur sur l'existence d'OGM dans les produits de grande consommation.

[16] Brown P., Schweke B. (2001), "Globalization: An examination of the Pros and Cons", *Corporation for Enterprise Development*, September p. 10.

	des autochtones s'améliore. - Si le travailleur américain condamne la politique de délocalisation de Nike, il n'en va pas de même pour son homologue vietnamien ou pour les consommateurs.	conserver leur avantage compétitif. - Enfin, la globalisation s'applique aux produits qui donnent un avantage comparatif aux pays développés. Elle ne s'adresse toujours pas à l'agriculture. Les pays en développement sont soit exploités, soit les oubliés du processus.
La globalisation conduit à la disparition de nombreuses cultures nationales.	- L'idée de l'homogénéisation de la culture procède plutôt d'une tentative de restriction des marchés et de refus de la concurrence. - Les défenseurs de la globalisation ne sont pas seulement Américains. Les pays de l'Union européenne, au même titre que ceux de l'Asie du Sud-est, sont des concurrents très puissants et pas si facilement malléables.	- La globalisation conduit à l'américanisation, fondée sur les valeurs du cinéma américain, dont les films sont loin pourtant de refléter les valeurs de l'Américain moyen. La question est de savoir si les Américains sont eux-mêmes touchés par la culture des autres. - Il faut créer des « inefficiences utiles » pour maintenir les particularités nationales ou régionales, éviter de dangereuses inégalités sociales ou protéger l'environnement[17].
Les nouvelles technologies et les nouveaux secteurs en développement s'inscrivent dans un ordre globalisé.	- L'information, la réduction des coûts de transaction et les nouvelles technologies aux normes mondiales ont accru la vitesse et l'ampleur du potentiel de la globalisation. - Le commerce des services (40 % des exportations américaines) a un potentiel de développement considérable.	- La globalisation de l'information est dangereuse, car elle peut être monopolisée, normée et adaptée à des stratégies publiques ou privées spécifiques. - La commercialisation internationale des services concerne et touche directement le mode de vie des personnes. En ce sens, la globalisation ne peut pas gommer l'histoire et la culture des sociétés, même celles qui apparaissent, économiquement, les moins développées.
La globalisation conduit à l'hégémonie américaine	- La globalisation réduit les pouvoirs des grands Etats, au profit des acteurs privés. - Les entreprises des Etats-Unis sont directement en concurrence avec les entreprises étrangères. Elles n'ont pas d'avantages particuliers.	- Les Etats-Unis exercent un pouvoir hégémonique. - Le droit économique international est calqué sur le droit américain. - La puissance stratégique des Etats-Unis renforce leur puissance économique, notamment sur les flux énergétiques.

Pour Stiglitz, « la mondialisation n'est ni bonne, ni mauvaise »[18]. Le prix de la mondialisation est élevé en matière de corruption, tricherie, vol, gaspillage environnemental, chômage ou violences ethniques. Si les Etats-Unis sont la grande puissance d'aujourd'hui, les évolutions économiques et politiques sont

[17] Brown P., Schweke B. (2001), "Globalization: An examination of the Pros and Cons", *Corporation for Enterprise Development*, September, p. 17.

[18] Stiglitz J.E. (2002), *La grande désillusion*, Fayard, Paris, p. 47.

très rapides. En 1990, le PIB de la Chine représentait 60% de celui de la Russie. Dix ans plus tard, c'est l'inverse. Le continent africain s'enfonce dans la misère, alors même que le nouveau système devait lui apporter l'opulence. Le démantèlement des barrières douanières des pays pauvres a empêché les pays en développement d'exporter dans les pays riches protégés, notamment dans l'agriculture. La révolte de Cancun est sans doute le premier avertissement des « damnés de la terre ». Les conflits prendront d'autres formes que le terrorisme préfigure.

L'idée centrale, assez largement acceptée, est de considérer l'effet positif de la globalisation sur la croissance. Pourtant, une analyse d'experts américains portant sur le processus de globalisation de 1980 à 2000 montre de nombreux « effets pervers »[19]. Pendant la période, les taux de croissance ont été moindres que dans la période précédente, avec un déclin de l'ordre de 0,5 % par an pour les pays les plus pauvres, de 1% pour les pays à revenus moyens et les pays développés. L'espérance de vie a aussi été réduite dans les économies en transition et dans les pays les plus pauvres (espérance de vie entre 44 et 53 ans), alors que les pays développés augmentaient la leur. Les progrès concernant mortalité infantile ont décéléré. Enfin, en matière d'éducation, les taux de croissance ont aussi décru à tous les niveaux de la chaîne de l'éducation. Le problème est de savoir, dans cette présentation des effets pervers, si ces derniers sont dus à la globalisation ou à d'autres facteurs. Il est probable cependant, que l'ouverture des marchés a fragilisé certaines économies et a rapidement détruit une partie du bien-être et des acquis sociaux des pays concernés.

2. Stratégies des acteurs, guerre et paix

Selon Pascal Lorot, la géoéconomie désigne les politiques publiques ayant pour objectif d'acquérir la suprématie technologique et commerciale de produits ou services sensibles. Il s'agit pour l'Etat de seconder les objectifs stratégiques des grandes entreprises par la mise en place de dispositifs adaptés et ainsi de limiter la perte de la souveraineté nationale[20]. L'implication des Etats dans la guerre économique sert de fait les intérêts de l'Etat lui-même, notamment en assignant de nouveaux rôles à l'administration publique. Dans ce contexte, la globalisation n'est pas, et n'a jamais été globale. Keynes a démontré que la crise des années 1930 était une crise d'abondance, mais que faute d'apprendre à jouir et modeler la survie, le système était entré en dépression nerveuse universelle. Il avait mis en évidence, en son temps, la nécessité d'une action collective

---

[19] Weisbrot M., Baker D., Kraev E., Chen J. (2002), *The Scvoreboard on Globalization 1980-2000. Twenty years of Diminished Progress*, Center for Economic and Policy Research, Washington.

[20] Lorot P. (1997), « De la géopolitique à la géoéconomie », *Revue Française de Géoéconomie*, n°1.

mondiale[21], car tout est dans tout et réciproquement. Le soutien de la demande globale mondiale lui semblait essentiel, compte tenu des interdépendances. Cependant, il n'appelait pas de ses vœux une globalisation sans frontière, sans doute à cause de son caractère incertain dans le temps.

La guerre *stricto sensu* n'est plus un instrument de gestion des conflits entre les Etats, parce qu'elle est trop coûteuse, parce que l'essor de la démocratie a été un facteur de paix[22] et parce qu'elle n'est plus « reconnue » socialement comme un mode de gestion des crises, du fait de l'existence de l'arme nucléaire. La guerre n'est plus un moyen stratégique, c'est à la fois un cas de conscience et une menace récurrente. La guerre a changé de nature. Elle ne met plus en place des bataillons sur un champ de bataille. Elle devient diffuse, fondée sur des variables politiques et économiques. La guerre économique est terroriste. Lorsque l'aide internationale s'exprime dans un contexte de violence politico-économique, elle devient une partie du contexte et du conflit[23]. L'économie est une cause de guerre, elle est aussi un moyen de conflit. Jacques Attali considère pourtant que la multiplication du nombre des Etats, l'absence d'ordre supranational et l'incapacité à faire respecter partout le Droit, ouvrent un bel avenir aux conflits armés. Ces guerres se feront aux frontières entre civilisations, entre rivaux à l'intérieur d'une même civilisation et enfin pour le contrôle des ressources rares[24]. Au contraire, pour Brzezinski,[25] la société américaine est la première société globale de l'histoire, grâce au développement des nouvelles technologies. Dans ce contexte, le modèle américain doit s'imposer, car c'est un modèle global de modernité. Il dominera l'avènement de la société postindustrielle, fondée sur l'industrie de l'information.

Pourtant, l'idée de la pacification mondiale est un espoir qui ressemble à un fantasme. Certes, l'ingérence se présente comme un nouveau droit en gestation, mais le politique n'est qu'un moyen de poursuivre la guerre (qu'elle soit économique, sociale ou pour le pouvoir). La guerre et la paix ne sont pas deux figures symétriques.

3. La globalisation, une remise en cause des priorités accordées aux valeurs humaines

Pour Amartya Sen[26], les moyens et les fins du développement supposent que la liberté soit au centre du processus. Il faut les libertés politiques (celles de

---

[21] Stiglitz J.E. (2002), *op. cit.*, p. 256.

[22] Doyle M. (1986), "Liberalism and World Politics", *American Political Science Review*, vol. 80, p. 1151-1169.

[23] Anderson Mary B. (1999), *Do no harm. How aid can support peace - or war*, Lynne Rienner Publishers, Boulder, London.

[24] Attali J. (1998), *Dictionnaire du XXIe siècle*, Fayard, Paris, p. 157.

[25] Brzezinski Z. (1971), *La révolution technétronique*, Calmann Lévy, Paris.

[26] Sen A. (2001), *Un nouveau modèle économique*, Odile Jacob, Paris, p. 48 et s.

choisir et de critiquer les autorités politiques), les facilités économiques (l'opportunité de disposer de revenus à des fins de consommation, d'échange ou de production), les opportunités sociales (éducation, santé, liberté), les garanties de transparence (qui impliquent une marge de confiance suffisante dans le fonctionnement du système social) et la sécurité protectrice (qui rend la population moins vulnérable aux fluctuations de la conjoncture). Le droit de l'échange économique libre constitue un accélérateur de la croissance économique, au même titre que l'éducation constitue un instrument essentiel du développement socio-économique, qui a expliqué en grande partie le fameux « miracle économique asiatique ». La Chine d'aujourd'hui, pourtant dernière dépositaire d'un communisme il est vrai en mutation idéologique, obtient de meilleurs résultats du marché que l'Inde, principalement du fait de l'éducation des masses (plus de la moitié de la population indienne est analphabète). Cependant, un taux de croissance n'a d'effets importants sur l'espérance de vie que si les revenus ne sont pas trop inégalitaires. D'ailleurs, il arrive que l'espérance de vie d'un pays s'améliore sans croissance économique conséquente. C'est un choix de société, celui des plus pauvres et des droits qu'ils détiennent dans la société. Un pays en développement peut disposer de services de santé et d'éducation peu onéreux, ce qui lui donne des bases d'un développement humain important, hors de l'objectif économique lui-même. Pendant la guerre, la courbe de la mortalité, à l'exclusion des tués par la guerre, s'est infléchie.

L'acculturation occidentale est une tragédie[27]. La pluralité des logiques qui justifie l'exercice de la démocratie est remise en cause. La cohésion sociale et culturelle est un facteur essentiel de développement, alors que la mondialisation revendiquée aujourd'hui favorise la déterritorialisation et à la destruction du politique. De plus, imposer la démocratie comme remède c'est refuser aux pays du Sud et de l'Est la possibilité de la construire comme une alternative. La démocratie est un moment de l'histoire des peuples. Elle ne peut pas être reçue par « transfusion ». On assiste à une internationalisation de la guerre pour la paix. Mais les pays subissant l'ingérence pourrait bien préférer la tyrannie au remède de la démocratie, qui peut avoir, comme la montré l'histoire, des effets secondaires désastreux[28].

La mondialisation mine les valeurs traditionnelles[29], sans pour autant produire une culture suffisamment universelle pour ne pas provoquer des tensions sociales et sociétales douloureuses. Elle limite les choix en réduisant le pouvoir des processus politiques nationaux qui exprimaient quelques préférences collectives. On risque alors de voir émerger un nouveau nationalisme,

---

[27] Stiglitz J.E. (2002), *La grande désillusion*, *op. cit*, p. 492.

[28] Messica F. (1995), « L'ingérence: droit, devoir ou violation ? », in *Les nouveaux espaces politiques*, George Labica (Ed.), L'Harmattan et Association pour la recherche de synthèses en sciences humaines, Paris.

[29] Stiglitz J.E. (2002), *op. cit.*, Paris, p. 316.

des revanches ethniques, le fondamentalisme religieux ou le communisme stalinien. Les enjeux sont considérables. Si rien ne change, une partie du monde risque d'imploser, une autre de se reconstruire sur la base d'idéologies peu tolérantes et fascisantes.

Le capitalisme réagit généralement bien aux crises sociales, alors que les démocraties sont mal armées, avec des majorités souvent conservatrices. Les changements structurels massifs requis sont généralement combattus par les intérêts acquis. Il est difficile d'avoir une idéologie égalitaire (démocratie) et un système économique subissant de fortes inégalités. Le capitalisme américain, qui reçoit le plus fort support populaire, est un faible fournisseur de bénéfices sociaux pour les classes moyennes. De même, les pays industrialisés refusent d'éliminer les subventions accordées à leurs agriculteurs. Les pays en développement sont alors victimes de discrimination, ce qui les empêche de se développer et conduit à des termes de l'échange défavorables[30].

Au cours de l'aventure humaine, l'économie n'a pas toujours été la finalité. Aujourd'hui, la science est asservie à la technique, elle se propose de maximiser la production en vue d'accumuler du capital. Le mondialisme fait régner l'idéologie d'un marché planétaire dominant, sans frontières. Il conduit à l'impérialisme des valeurs économiques libérales. Il favorise la convergence des modes de consommation, des cultures, des goûts, sans référence à une quelconque volonté populaire. Or, une société doit se penser comme humaine, alors que le marché propos des mécanismes qui s'imposent à l'individu. La démocratie formelle n'est pas la condition nécessaire du développement, et réciproquement. Ce n'est pas parce que les Etats ne sont pas démocratiques qu'ils sont pauvres, c'est parce que leur société vit dans un mode de fonctionnement inégalitaire et hiérarchique.

4. La globalisation, ou les craintes pour la démocratie

La démocratie n'a pas de valeur universelle, répondant à des lois économiques continues. Le libéralisme politique confronté au danger communiste croyait défendre et sauver la démocratie sans sortir d'un capitalisme supposé devenu plus humain. Mais il ne s'agissait que d'une guerre de position. La guerre continue aujourd'hui, sous d'autres formes, avec la mondialisation de la concurrence[31]. Pour « sauver le capitalisme, il s'agit de réduire la « démocratie sociale » par la dérégulation. Un excès de libéralisme conduit à la fin de la démocratie réelle. Le pacifisme libéral cache des rapports d'hégémonie occultés par l'idée de l'universel. De nouveau, le conflit d'intérêt et la guerre sont à l'ordre du jour, et avec eux émergent de nouveau un néocolonialisme et un néo-impérialisme, solidaires de la mondialisation capitaliste.

---

[30] Communiqué du Groupe des 24, *FMI Bulletin*, Octobre 2003, p. 280.
[31] Tosel A. (1995), *Démocratie et libéralismes*, Editions Kimé, Paris.

L'importance des règles du jeu, garde-fous de la démocratie, est indépendante des mouvements populaires ou des marchés capitalistes[32]. La démocratie c'est d'abord le libre choix des gouvernants par les gouvernés. Il s'agit de la recherche d'un consensus social et de la possibilité de l'alternance politique. Les règles du jeu définissent les procédures de la compétition électorale, fondée sur un consensus politique et l'obéissance aux règles, dont les fonctionnements permettent aux majorités respectives de s'exprimer par l'exercice du pouvoir. Les régimes démocratiques sont par essence des régimes de paix. Personne ne songera, dans une collectivité organisée pour la guerre, à instituer en permanence la rivalité des intérêts et des partis. Si l'on accepte la rivalité des intérêts et des partis, c'est que l'on souhaite la paix[33].

Pourtant, capitalisme et démocratie sont souvent en contradiction[34]. Le contenu démocratique du capitalisme est le produit des luttes sociales et non pas un facteur intrinsèque à l'économie de marché. En fait, cette liaison est souvent analysée comme la recherche d'un équilibre politique dans lequel les forces démocratiques se battent contre le pouvoir autoritaire du capitalisme. Les politiciens capitalistes américains se sont opposés à l'intégration des noirs, mais le résultat n'a pas été conforme à leurs souhaits. Les origines du capitalisme dans les Etats absolutistes de l'Europe sont bien connues. Le capitalisme d'Amérique Latine ou d'Asie a souvent été mis en place par de féroces dictatures militaires. L'Argentine, le Chili ou le Paraguay ont connu la dictature, en même temps qu'ils se reconnaissaient dans le camp occidental de l'économie de marché. Le monde paraît divisé aujourd'hui entre des pays riches, où la démocratie semble surtout conçue comme l'équivalent politique du marché, et des pays pauvres et dominés qui appellent démocratiques leurs résistances à des influences étrangères, économiques ou culturelles, soupçonnées à raison parfois de leur faire perdre leur identité[35]. La mobilisation politique et militaire pour la victoire ou la survie de l'Etat, comme la défense par une collectivité de son territoire et de ses coutumes et croyances, ou encore les croisades et les guerres saintes, sont des forces aussi puissantes que la démocratie.

Nous sommes entrés dans l'ère de l'optimisme démocratique. L'idée de paix universelle est en passe de s'inscrire dans les faits. Pourtant, cette situation engendre une « mélancolie démocratique », laquelle contredit les penchants les plus spontanés de l'être humain à écraser, dominer ou asservir les autres[36]. Les conquêtes, au siècle dernier, étaient faciles en raison de la supériorité militaire des peuples européens. Elles étaient même dans une certaine

---

[32] Bobbio N. (1990), *Liberalism and democracy*, Verso, London.

[33] Aron R. (1965), *Démocratie et totalitarisme*, Gallimard, Paris.

[34] Meiksins Wood E. (1995), *Democracy against Capitalism: Renewing Historical Materialism*, Cambridge University Press, Cambridge.

[35] Touraine A. (1991), « Qu'est-ce que la démocratie aujourd'hui ? », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, (128) Mai 1991, pp 275/283.

[36] Bruckner P. (1990), *La mélancolie démocratique*, Editions du Seuil, Paris.

mesure justifiées par une doctrine de la mission civilisatrice. Ce n'est plus au nom de la Révolution et du peuple, c'est au nom d'une conception non révolutionnaire de la démocratie que se soulèvent tous ceux, minorités ou majorités, qui se sentent réprimés et trahis par les nouveaux régimes.

La démocratie capitaliste n'est pas indépendante des intérêts et des conflits de classe. Aujourd'hui, tous les partis du monde occidental en acceptent le principe. Il est difficile d'admettre aujourd'hui que la démocratie soit l'expression de la volonté générale. L'appel à l'unanimité prépare l'élimination des minorités et l'installation d'un pouvoir absolu sans contrôle et sans limites. Les démocraties modernes sont en danger. Leur principale action pour survivre consiste à être concurrentiels dans l'économie mondiale, tout en permettant à leurs nationaux de conserver leur identité et leur bien-être[37]. Pourtant, Dan Rodrik souligne le fait que depuis 1945 les politiques d'ouverture commerciale et de libéralisation se sont toujours développées conjointement avec les systèmes de protection sociale. La remise en cause de ces derniers entraînerait la fin du consensus en faveur de l'ouverture des marchés et un regain du protectionnisme, interrompant le processus de globalisation[38]. Le capitalisme impose le conflit social et il l'instruit dorénavant sur l'ensemble de la planète pour disposer de plus forts degrés de liberté dans la recherche indéfinie des profits alloués aux hommes capables de comprendre les mécanismes de l'appropriation des valeurs économiques produites.

Pour Jean-Christophe Rufin, la civilisation libérale est elle-même une forme subtile et puissante de dictature[39]. À la différence de celles qui sont fondées sur la contrainte, cette dictature de la liberté est dotée d'une étrange propriété : elle est capable de se nourrir de ce qui s'oppose à elle. Pendant les 70 ans où elle a prétendu combattre le marxisme soviétique, elle l'a en même temps soutenu et utilisé comme régulateur de la révolte sociale. Aujourd'hui, la civilisation libérale s'appuie sur de nouvelles peurs : le sud, l'écologie, l'exclusion sociale, arguments essentiels pour conserver le pouvoir. Mais on assiste à une dissociation de la sphère nationale (espace du contrôle démocratique) et du domaine transnational où sont les vrais enjeux. Elle permet au système économique de se développer hors du contrôle démocratique et de limiter la rébellion politique, en la circonscrivant dans un cadre national. On assiste bien à une fin de l'Histoire, mais il ne faut pas s'en réjouir. Aujourd'hui, on ignore les raisons des unités collectives pour ne plus connaître que les souffrances des individus. Le mot de citoyenneté ne désigne plus aujourd'hui qu'une liste de prérogatives. L'Etat doit assurer aux individus la jouissance de leur droit, leur épanouissement. C'est dans la logique du développement démocratique nouveau dans laquelle la citoyenneté est vidée de tout civisme.

---

[37] Sandel M. (1996), *Democracy's Discovery*, Harvard University Press, April.

[38] Rodrik D. (1997), "Sense and nonsense in the globalization debate", *Foreign Policy* n°107, pp. 19-37.

[39] Rufin J.-C. (1994), *La dictature libérale*, Jean-Claude Lattès, Paris.

Le XX^{e} siècle a montré que la démocratie peut conduire aux régimes sanguinaires et à d'innombrables injustices innommables. La démocratie peut servir d'écran pour des visées hégémoniques, pour des raisons politiques, économiques et stratégiques. Depuis le milieu du XX^{e} siècle, on assiste à un ramollissement des démocraties, mais en même temps, la volonté d'uniformisation à l'œuvre depuis le milieu des années 1960 risque d'engendrer le plus formidable des totalitarismes[40]. Au fond, tout système provoque des « effets pervers » qui modifient le contenu et le sens des systèmes humains. La démocratie a perdu son âme avec l'information « orientée » du marketing politique, le coût des campagnes électorales, l'application de règles qui favorisent les uns par rapport aux autres, allant même jusqu'à travestir la volonté du peuple. Dans ce contexte, s'il ne faut pas remettre en cause l'idéal de la démocratie, au moins faut-il en modifier les règles d'application et veiller à une égalité minimale de l'information.

Le vrai problème est celui des inégalités de pouvoir[41]. Dans ce cas, la démocratie a bon dos. La mondialisation a tendance à accroître les inégalités entre pays développés et pays en développement, mais aussi entre les riches et les pauvres à l'intérieur d'une économie nationale ou régionale. La mondialisation porte en elle un paradoxe : elle conduit à une homogénéisation des biens et des services, mais en même temps elle favorise la différenciation par les revenus et les patrimoines[42].

5. La globalisation, ou le règne du libéralisme

L'opposition aux totalitarismes n'est plus capable de fonder un nouvel ordre international et d'aider à la consolidation des nouvelles démocraties. Elle est scindée en deux mouvements : l'humanitarisme et le moralisme interventionniste. Il existe un décalage entre l'imbrication économique croissante des nations au niveau international et le dysfonctionnement des espaces politiques décisifs. L'internationalité ressemble plus à une super administration qu'à un espace politique. La crise du civisme illustre celle de la démocratie, qui se détache de la souveraineté du peuple. Aujourd'hui, l'idée que la démocratie est « naturelle » détourne les nations de leurs responsabilités[43]. L'extension du libéralisme à l'ensemble du champ mondial crée de nouveaux risques, et notamment un risque « systémique », dans lequel un incident même mineur est susceptible de gripper l'ensemble de la machine. Ces menaces suscitent à leur

---

[40] Imbéault M., Montifroy G.A. (1995), *Géopolitique et démocratie. Perspectives sur la fin du XX^{e} siècle*, Éditions Frison Roche, Paris.

[41] Sen A. (2001), « Dix verités sur la mondialisation », *Le Monde*, 19 juillet.

[42] *Les Dossiers français* (2001), « Mondialisation et inégalités », La Documentation française, Novembre-décembre.

[43] Thibaud P. (1993), « Citoyenneté et engagement moral », *Pouvoirs*, (65), pp 19-30.

tour la mise en place d'organismes de concertation et de régulation, c'est-à-dire d'un *leadership* collectif, d'un gouvernement économique mondial[44].

Pour Milton Friedman[45], les marchés libres et les élections libres vont de pair, dans un processus de renforcement mutuel. Pendant longtemps, la liberté et la démocratie ont été identifiées à la destruction des barrières sociales et à l'intégration de la société et de la nation. La république était définie comme une et indivisible, à l'opposé des anciens régimes segmentés par le maintien de coutumes, de privilèges, de droits particularistes. Les grandes organisations internationales capitalistes conditionnent parfois leurs prêts à la mise en place d'élections libres. Le marché et la démocratie se renforcent mutuellement, ce que confirmait Lénine[46] pour lequel la démocratie républicaine était le paravent idéal pour maintenir les relations économiques capitalistes. Or, pour les tenants du lien entre la démocratie et le capitalisme, une période transitoire d'autoritarisme est parfois nécessaire pour consolider le système économique, mais la démocratie apparaît rapidement, comme l'un des résultats du progrès économique et de l'évolution de la formulation et des mœurs des populations. Dans ce courant de pensée, la démocratie ne peut exister que si elle perpétue les régimes de propriété et de pouvoir du capitalisme[47]. Si ces dernières règles collectives ne sont plus respectées, il n'y a plus de démocratie et, dans ce cas, les dictatures militaires sont préférables, pour conserver l'essentiel. « En un mot, les capitalistes ont une vision instrumentale de la démocratie au sein de laquelle les vertus et les vices sont définis en termes d'intérêts fondamentaux de propriété »[48].

Pour les libéraux, quand la démocratie est dirigée par le capitalisme, elle va dans le sens de l'histoire. Quand elle s'arrête aux combats sociaux, elle est jugée comme un luxe historique qu'il vaut mieux éviter. C'est donc bien la primauté de la propriété privée qui est ainsi définie, c'est la loi tacite du capitalisme. Le bien, comme fondement du politique, mène tout droit à la barbarie. Pour les démocraties, la pacification du monde, au nom du bien des gens et par la guerre, permet de concilier la défense des intérêts nationaux, stratégiques et économiques avec la morale. Plusieurs exemples historiques viennent conforter cette thèse, comme le montre J. Petras[49], en donnant les exemples des Etats-Unis (avec le compromis de 1877, qui excluait les femmes et les noirs), l'Allemagne nazie en 1933 (lesquels nazis étaient financés par les grandes entreprises allemandes, qui préféraient ce parti autoritaire à l'incertitude des élections), de la Finlande (1918), de la Guyana (1953-1964), du Chili

---

[44] Valance G. (1992), *Les maîtres du monde, Allemagne, Etats-Unis, Japon*, Flammarion, Paris.

[45] Friedman M., Friedman R. (1980), *Free to choose*, Penguin, Harmondsworth.

[46] Lenine (1980), *L'Etat et la révolution*, Publications d'Etat de Moscou.

[47] Petras J. (2000), « Capitalisme et démocratie : conflit, compatibilité et instrumentalisation », *Innovations*, n°11, pp.177-196.

[48] Petras J. (2000), *Ibid.* p. 182.

[49] Petras J. (2000), *Ibid.*, pp. 183-194.

d'Allende et de Pinochet, du Guatemala (qui cherchait à réduire l'influence de la firme américaine United Fruit de 1950 à 1954), de la révo-lution du Shah d'Iran en 1954, des conflits à Haïti ou au Nicaragua (1979 et 1989).

6. La globalisation, processus long ou stade transitoire ?

La globalisation n'est pas inévitable, ni irréversible. C'est un phénomène ambigu, qui prend sa source dans le développement des technologies, les économies d'échelle, l'ouverture des marchés, l'interdépendance économique. Elle présente cependant des dangers non négligeables, comme la destruction des souverainetés et des cohésions nationales, qui prive les marchés de leurs responsabilités sociales et politiques sans lesquelles ils ne peuvent fonctionner à long terme. Le résultat est souvent socialement injuste, politiquement destructif et finalement économiquement inefficace. La globalisation ne s'inscrit pas dans un processus démocratique, puisque les bureaucrates européens ou les étrangers exercent une influence considérable sur la vie nationale. L'environnement économique n'est pas stable, notamment dans la mise en œuvre des règles. Il en résulte une grande incertitude. Il suffit d'une crise pour que les comportements spécifiques réapparaissent et remettent en cause la gouvernance globale.

La globalisation a créé les conditions d'une production massive des richesses, mais en même temps elle développe la précarité et la misère de nombreuses personnes. Le paradoxe de la globalisation réside dans le « chemin » prometteur qu'elle propose, tout en accroissant les menaces qui pèsent constamment sur la stabilité du système[50]. La globalisation peut être une procédure dangereuse dans une économie nationale en crise. Autrement dit, les pays ne peuvent qu'exporter leurs misères aux autres pays, avec une politique de type *beggar-thy-neighbour*. La compression du temps et de l'espace a forcé les pays à repenser leurs politiques nationales et à chercher une plus grande coopération économique. La concurrence imposée entre les Etats n'est pas souhaitable, surtout quand leurs intérêts résident plutôt dans la coopération. Pourtant, la libéralisation économique promeut une polarisation économique et sociale, une instabilité politique, une insécurité économique et une dangereuse érosion dans la croyance dans les institutions économiques et politiques. Si l'ancien monde est mort, il y a peu de consensus sur le nouveau à construire. Alors que les aspirations démocratiques se développent, la globalisation réduit les pouvoirs des citoyens du monde. La mondialisation est un projet universaliste de la raison libérale qui exacerbe les crises identitaires et le repli sécuritaire. Pourtant, avec le fondement du profit personnel et égoïste, elle n'a pas

---

[50] Kaul I., Conceiçao P., Le Goulven K., Mendoza R.U. (2005), "Providing global public goods", *Managing globalization*, (edited by) published for The PNUD, Oxford University Press, New York.

rapproché les hommes les uns des autres (du fait même de la perte des solidarités familiales, culturelles, sociales, etc.) et elle n'a pas éliminé la violence.

Le déclin de l'Etat-Nation est accéléré par l'idéologie libérale qui l'imagine comme une scorie qu'il faut supprimer au bénéfice du grand marché libérateur, autonome et prospère. Or, c'est le seul fondement actuel de la cohésion sociale. Il ne s'agit pas de défendre des Etats omnipotents et ventripotents, il est nécessaire que se dégage une volonté politique assumant le fait national et la mondialisation. Dans le domaine mondial, des politiques de coopération sont nécessaires et elles impliquent la perte d'une partie importante de la souveraineté nationale. Les gouvernements ne peuvent plus agir indépendamment dans la sphère économique, car les taux d'intérêt, les balances budgétaires, les systèmes microéconomiques de régulation publique dépendent dorénavant de la coopération ou de la concurrence.

Ainsi, les réponses nationales sont de plus en plus difficiles à envisager et à conduire, compte tenu de l'ouverture des marchés. Le capital humain devient une des seules ressources d'avantage compétitif dans une économie globale, compte tenu de la mobilité des autres facteurs de production et des contraintes des traités commerciaux d'échange. Les Etats doivent alors mettre en place les infrastructures et le climat de confiance nécessaires à la compétitivité du pays, tout en maintenant les mesures de soutien aux travailleurs en protégeant la qualité de la vie au travail, la santé, l'éducation et la formation de la population. Dans ce contexte, les pouvoirs publics peuvent promouvoir la diffusion des droits de l'homme, la démocratie et l'amélioration des conditions de travail, le développement économique national par une croissance économique globale soutenable et l'amélioration du bien-être social de tous les travailleurs. C'est pourquoi, dans un contexte de globalisation, les organisations économiques internationales sont si utiles en principe. Cependant, elles sont souvent rendues inefficaces par trop de bureaucratie. Dans ces instances, introduire une clause sociale est toujours une cause perdue. Les pays développés utilisent même la menace de la concurrence des travailleurs des pays en développement pour remettre en cause les acquis des travailleurs. La coordination internationale est un long apprentissage, qui ne peut fonctionner efficacement sans volonté politique. La coordination sera difficile tant qu'il y aura un protectionnisme déguisé. Le rôle de l'Etat n'est pas achevé, loin s'en faut.

7. Le prosélytisme de la « civilisation américaine »

Pour Amartya Sen, il n'y a pas de heurt des civilisations, mais il faut que chacune d'entre elles accepte la différence de l'autre et s'en imprègne dans ses valeurs les plus fécondes[51]. Pour Engelhard[52], les hommes ont des niveaux

---

[51] Sen A. (2003), « Identité et conflit. Existe-t-il un choc des civilisations ? », in *Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes*, J. Fontanel (Dir.), Coll. « Débats », PU Grenoble.

d'appartenance multiples et aucun d'eux ne doit être fondé sur la négation de l'autre. L'universalité n'est pas une donnée immédiate, mais une construction patiente. L'Afrique est le seul continent à produire de la relation sociale, à innover socialement. La ligne de partage entre pauvres et riches passe plutôt à l'intérieur des familles qu'entre les familles, alors que progressivement l'Asie s'atomise socialement, ce qui risque de produire, à terme, une véritable crise culturelle aux conséquences difficiles à cerner. Mais, même pour les pays riches, l'incertitude, les règles de droits fluctuantes, l'absence d'autorité morale seront autant d'obstacles au bien-être des nantis, sans améliorer pour autant celui des pauvres, bien au contraire. On risque de se trouver dans un jeu à somme négative.

Le gouvernement américain souhaite exporter sa civilisation au monde entier, alors que l'Europe est toujours divisée politiquement et donc incapable de proposer une alternative. Si le système actuel ne conduit pas vraiment à une américanisation déguisée, tout est fait pour qu'elle s'impose. Les autres pays membres de l'OMC sont contraints par les règles internationales à respecter un ordre qu'ils ne peuvent guère transformer à leur profit. Tout le système fonctionne sans véritable projet autre que le respect des « valeurs américaines » généralisées, dans un temps où les idéologies alternatives disparaissent et les religions s'affaiblissent ou se divisent. Pendant longtemps le capitalisme a eu une identité avec la peur du communisme. Sans son adversaire, le capitalisme n'a plus d'âme, et la démocratie n'est plus une idéologie unificatrice. Tout le monde suit son propre intérêt.

Les gouvernements des Etats-Unis défendent les valeurs du marché mondialisé et de la démocratie. Ils défendent ostensiblement trois « valeurs » principales. D'abord, la richesse est la manifestation d'une faveur divine. La production et la possession de biens matériels constituent des objectifs importants qui conduisent les hommes vers leur accomplissement moral et le respect collectif. Ensuite, le travail est une valeur structurante de la vie des hommes. Enfin, la loi doit s'appliquer en toute rigueur. Le système « américain » est le plus performant. Il est un exemple pour l'ensemble de l'humanité. L'impératif technologique implique la restructuration politique « globale » de l'humanité, à l'image de la société américaine. Les techniques américaines sont universelles, non idéologiques, fondées non pas sur les canons, mais sur les réseaux. Le pouvoir des Etats-Unis est renforcé par la conviction selon laquelle la société américaine constitue le principal défenseur de la démocratie et donc des intérêts du monde, en créant un système international meilleur[53]. Les Etats-Unis de fait bénéficient de la suprématie économique et l'OMC sert surtout à canaliser les différends, « à réduire l'influence des rapports de force et donc à rendre plus acceptable le principe de cette concurrence pour les nations

---

[52] Engelhard (1966), *op.cit.*

[53] Strange S. (1994), *States and markets*, 2nd edition, New York, Pinter, p. 32.

tierces. »[54]. La prétendue guerre économique ne serait en fait qu'une concurrence limitée entre la superpuissance et ses alliés, permettant de canaliser les velléités de contestation de la domination américaine.

8. La globalisation, le retour vers les solidarités ?

« Nous ne sommes jamais tout à fait contemporains de notre présent, l'histoire s'avance masquée, elle entre en scène avec le masque de la scène précédente et nous ne reconnaissons plus rien à la pièce »[55]. La globalisation, stade ultime du monde libéral, renvoie à la violence quotidienne, celle de la précarité, des « effets de démonstration », des frustrations. On peut s'interroger sur les objectifs du capitalisme. Si pour Michel Aglietta, « la priorité absolue de la régulation du capitalisme au XXI[e] siècle consiste à faire reculer la pauvreté du tiers monde »[56], on peut aussi s'interroger avec Mark Duffield[57] si la gouvernance de la mondialisation n'est pas plutôt destinée à assurer la stabilité aux frontières du monde riche et de conduire les guerres nécessaires, au nom du développement et de la démocratie, en vue de maintenir l'ordre dans un monde profondément inégalitaire.

La mondialisation de l'économie n'est sans doute pas l'aboutissement ultime de la modernité occidentale, car le marché ne peut assurer la convergence des intérêts si certains individus refusent le principe ou n'ont pas les moyens d'y participer[58]. La remise en cause de l'Etat-providence entérine la fin du politique. Il faudrait se diriger vers une citoyenneté sociale, un pluralisme de bien-être, avec l'acceptation du rôle réduit de l'Etat dans la vie économique. Cependant, la Nation/Etat reste la base de la communauté nationale et de l'ordre politique. Il devrait subsister un interventionnisme étatique, sous la forme du pluralisme de bien-être (*welfare pluralism*), mais l'Etat n'aura plus le monopole du social. Les ONG, le mécénat, la philanthropie pourraient exercer leurs droits et reconstruire une économie de dignité[59], en investissant dans l'amélioration des conditions de vie. La culture est un système de cohérence sociale et de confiance, de code, c'est un moyen de structuration de la société. Le lent processus d'érosion et de destruction brutale de la plupart des cultures est dommageable.

Il est urgent de trouver une thérapie sociale et une culture de tolérance, en développant notamment la démocratie de proximité, même si aucune exception culturelle ne peut être invoquée contre les droits humains. Une société doit se penser comme humaine, ce qui n'est pas le cas de celle modelée par le

---

[54] Roche J.-J. (1996), *Un empire sans rival*, Paris, Editions Vinci, pp. 409-411.

[55] Debray R. (1967), *Révolution dans la révolution*. Maspero, Paris.

[56] Aglietta M. (2004), « La gouvernance mondiale », in Plihon D. *op. cit.*

[57] Duffield M. (2001), "Global Governance and the New Wars". *The Merging of Development and Security*, Zed Books.

[58] Engelhard P. (1996), *L'homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ?*, Arléa, Paris.

[59] Sorman G. (1995*), Le bonheur français*, Le Seuil, Paris.

marché et sa fameuse main si invisible qu'elle ressemble à un ectoplasme bien pratique pour les libéraux. Il y a peu de consensus sur la nouvelle société à construire. Le choix n'est pas dans une souveraineté nationale réduite au minimum. Il y a une volonté démocratique accrue, alors même que la globalisation réduit chaque jour le volontarisme des hommes pour un modèle de société souhaitable. Lester Thurow défend le principe d'une discipline collective. Dans le capitalisme, des idéaux sociaux comme l'honnêteté ou l'égalité n'ont pas de valeur. C'est pourquoi il y a un refus du rôle économique de l'Etat de la part des conservateurs. Or, l'histoire est différente. Les groupes ont précédé les hommes et leur individualisme. Un support social définit l'être humain. Les gouvernements ont toujours existé, afin de définir les règles du jeu de l'ordre social. L'altruisme existe aussi. La géographie politique a complètement changé, avec de nouvelles nations et de nouveaux conflits. On parle de plus en plus d'une gendarmerie mondiale.

9. L'économie, une discipline amorale « aux ordres »

Aujourd'hui, par l'action humanitaire, les Etats occidentaux peuvent revendiquer la représentation du « bien » dans le monde, même si l'humanitaire cache parfois des jeux de puissance[60]. Les Etats-Unis confirment leur intérêt pour la dimension stratégique de l'humanitaire, laquelle se situe dans une stratégie d'élargissement de leur sphère d'influence. Même si cette stratégie comporte des éléments authentiques de solidarité, elle reste un élément d'une stratégie plus globale. C'est la trahison des Lumières[61].

Les fondements de l'affirmation de l'efficacité du libre-échange sur tout autre système économique porte sur des postulats qui apparaissent souvent comme des vérités premières.

– La concurrence et la compétitivité du marché constituent, à terme, le mode de régulation le plus efficace et le plus juste.

– Tout progrès technique et tout accroissement de la productivité sont favorables à la société.

– Les inégalités et la pauvreté peuvent être supprimées progressivement, grâce au fonctionnement normal des marchés.

– Les problèmes sociaux et politiques ne sont que les conséquences des problèmes économiques. La marchéisation du monde est un facteur essentiel de paix universelle.

– L'Etat ne peut pas avoir un rôle économique de premier plan. Il doit surveiller son orthodoxie financière, laquelle est une condition, à long terme, du développement économique.

---

[60] Dans certains cas, les actions ayant un but humanitaire renouent avec un projet colonial rajeuni

[61] Guillebaud J.-C. (1995), *La trahison des Lumières*, Editions du Seuil, Paris.

Au fond, comme le dit J.K. Galbraith, le choix d'économie de marché pour remplacer avantageusement capitalisme n'est qu'un voile trompeur jeté sur la réalité profonde de l'entreprise : le pouvoir du producteur qui influence et même dirige la demande du consommateur »[62]. L'économie est une discipline trop complaisante qui vient au secours de Microsoft sans pour autant en revenir au concept de capitalisme monopolistique. Ainsi, le consommateur reste souverain de choisir entre Microsoft et peu de choses d'autres. La persuasion est organisée et elle donne des explications claires à l'écart entre la théorie et les faits. Plus la discipline économique se complexifie, plus elle s'écarte de son pouvoir explicatif et plus elle répond aux exigences des forces du marché. Les économistes ont tendance à ne devenir que des cautions, ce qui explique au moins partiellement les écarts entre les théories économiques peu renouvelées depuis un siècle. Pourtant, aujourd'hui, « le progrès humain est dominé par une inimaginable cruauté et par la mort... Les tueries en masse sont devenues l'ultime accomplissement de la civilisation »[63]

Aujourd'hui, l'usage du concept de gouvernance s'est éloigné du centre du pouvoir gouvernemental. L'Etat démocratique ne peut mener une politique indépendante des desiderata de ses citoyens ou la puissance des médias et les forces économiques exercent une influence marquée sur les décisions gouvernementalismes. Dans ces conditions, les acteurs économiques prennent des décisions qui peuvent s'avérer contradictoires. Les acteurs de la globalisation ont un poids très différent selon les moyens mis à leur disposition. Au fond, du fait d'une absence de contrôle, la gouvernance mondiale dissimule un libéralisme économique soucieux des intérêts économiques à court terme. Les entreprises privées agissent directement sur cette régulation économique par la coopération des entreprises, les ententes cartellaires, les associations patronales et la mise en place de régimes privés internationaux. Aujourd'hui, le pouvoir privé prend une place prépondérante dans les choix publics. Aux Etats-Unis, l'Etat a consacré près de la moitié de ses dépenses discrétionnaires (retraites de la *Social Security* ou service de la dette exclu) au secteur militaire. Or, l'influence du secteur privé dans ce secteur de l'économie est déterminante. Les propositions de nouvelles armes proviennent des entreprises spécialisées qui détermineront aussi les prix et les bénéfices attendus. On peut ajouter que le secteur privé prend une part essentielle sur la politique étrangère. Il suffit d'analyser les activités passées des collaborateurs actuels de la Présidence des Etats-Unis pour en être convaincus.

---

[62] Galbraith, J.K. (2004), *Les mensonges de l'économie*, Grasset, Paris, p. 22.
[63] Galbraith J.K. (2004) *Ibid.*, p. 87.

10. La mondialisation contre l'universel ?

Pour Baudrillard[64], mondialisation et universalité de ne vont pas de pair, elles seraient plutôt exclusives l'une de l'autre. La mondialisation est celle des techniques, du marché, du tourisme, de l'information marchande. L'universalité est celle des valeurs, des droits de l'homme, des libertés, de la culture, de la démocratie. Si la mondialisation semble irréversible, l'universel serait plutôt en voie de disparition.

Pourtant, l'histoire l'a déjà démontrée, la mondialisation économique n'est pas irréversible. Elle n'est sans doute pas l'aboutissement ultime de la modernité occidentale, mais la remise en cause de l'Etat-providence entérine l'affaiblissement du politique. Sans son adversaire systémique, le capitalisme n'a plus d'âme et la démocratie n'est plus une idéologie unificatrice, car elle devient la justification d'un jeu de pouvoir avec des armes très inégales. Avec la mondialisation de l'économie, la démocratie devrait être fondée sur la liberté et la capacité de résistance à l'oppression de la bureaucratie. Une meilleure définition de la démocratie aujourd'hui insisterait le libre choix d'un gouvernement représentatif des intérêts de la majorité et respectueux du droit fondamental de toutes les personnes à vivre en accord avec leurs croyances et leurs intérêts fondamentaux[65].

Il n'existe pas un modèle universel de démocratie, mais le politique doit réinvestir l'économique, avec les refus de la raison technocratique et d'un individualisme excessif qui rejette les valeurs collectives. Il faudrait se diriger vers une citoyenneté sociale et un pluralisme de bien-être. C'est un véritable enjeu de civilisation.

Bibliographie

Aglietta M. (2004), « La gouvernance mondiale », in Plihon, D. (Dir.), *Les désordres de la finance*, Encyclopaedia Universalis.

Allais M. (1999), « La mondialisation, le chômage et les impératifs de l'humanisme », Unesco, *Science et humanisme*, 9-10 avril.

Anderson Mary. B. *Do no harm. How aid can support peace - or war*. Lynne Rienner Publishers, Boulder, London, 1999.

Aron R. (1965), *Démocratie et totalitarisme*, Gallimard, Paris.

Attali J. (1998), *Dictionnaire du XXI^e siècle*, Fayard, Paris.

Baudrillard J. (1996), « Le mondial et l'universel », *Libération*, 18 mars.

Bobbio N. (1990), *Liberalism and democracy*, Verso, London.

Brown P., Schweke B. (2001), "Globalization: An examination of the Pros and Cons", Corporation for Enterprise Development, September p. 10.

---

[64] Baudrillard J. (1996), « Le mondial et l'universel », *Libération*, 18 mars.

[65] Touraine A. (1991), « Qu'est-ce que la démocratie aujourd'hui ? », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, (128), Mai 1991, pp 275/283.

Bruckner, P. (1990), *La mélancolie démocratique*, Seuil, Paris.
Brzezinski, Z. (1971), *La révolution techtronique*, Calmann Levy, Paris.
Debray, R. (1967), *Révolution dans la révolution*, Maspero, Paris.
Doyle, M. (1986), Liberalism and World Politics, *American Political Science Review,* 80.
Duffield, M. (2001), Global governance and the New Wars, *The Merging of Development and Security,* Zed Books.
Eskeland, G.S., Harrison, A.E. (1997), *Moving to greener pastures*, World Bank, January 1.
FMI (2003), Communiqué du Groupe des 24, *FMI Bulletin*, October.
Fontanel, J. (1979), *Ecologie, économie et plurigestion*, Editions Entente, Paris.
Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, PUG, Presses Universitaires Grenoble.
Fontanel, J., Bensahel, L. (1993), La guerre économique, *Arès Défense et Sécurité.*
Fontanel, J. and Gaidar, E.T., 1998. *L'avenir de l'économie russe en question*. Presses universitaires de Grenoble.
Fontanel, J., Bensahel, L. (2002), Guerre et économie. Les liaisons dangereuses, *Revue Géoéconomie*, fin 2002.
Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L., & Sen, A. (2003). *Civilisations, globalisation et guerre.* PUG, Presses Universitaires de Grenoble
Fontanel, J. (2005), *La globalisation « en analyse ». Géoéconomie et stratégie des acteurs*, L'Harmattan, Paris.
Fontanel, J. (2005), *Géoéconomie de la globalisation,* Université Pierre Mendès France de Grenoble., Côté Cours. Grenoble.
Fredman, T. (2000), *The Lexus and the Olive Tree : Understanding Globalization*, Farrar, Strauss & Giroux, New York.
Friedman, M., Friedman, R. (1980), *Free to choose*, Penguin.
Galbraith, J.K. (2004), *Les mensonges de l'économie*, Grasset, Paris.
Guillebaud, J.C. (1995*), La trahison des lumières*, Seuil, Paris.
Kaul, I., Conceiçao, P., Le Goulven, K., Mendoza, R.U. (2005), *Providing global public goods in Managing globalization,* PNUD, Oxford University Press.
Hettige, H., Mythukumara, M. ; Wheeler, D. (1997), *Industrial Pollution in Economic Development,* World Bank, Washington, D.C.
Imbéault, M., Montifroy, G.A. (1995), *Géopolitique et démocratie*, Ed. Frison Roche,
Lenine (1915), *L'Etat et la révolution*, Publication d'Etat de Moscou (1980).
Lorot, P. (1997), De la géopolitique à la géoéconomie, *Revue Française de Géoéconomi*e, n°1.
Meiksin Wood, E. (1995), *Democracy against capitalism*, Cambridge Universsity Press.
Rodrick, D. (1997), Sense and nonsense in The globalization debate, *Foreign Policy*,.
Rufin, J-C. (1994), *La dictature libérale*, Jean-Claude Lattès, Paris.
Pétras, J. (2000), Capitalisme et démocratie, *Innovations,* n°11.
Roche, J-J. (1996), *Un empire sans rival*, Editions Vinci, Paris.
Sandel, M. (1996), *Democracy's Discovery*, Harvard University Press, April.
Scott, R.E. (2000), The facts about trade and job creations, *Issue Brief* 139, Economie Policy Institute, Washington, D.C.
Sen, A. (2001), *Un nouveau modèle économique*, Odile Jacob, Paris.
Sen, A. (2003), *Identité et conflit. Existe-t-il un choc des civilisations* ? in Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes (J . Fontanel, Ed.), Presse Universitaires de Grenoble.
Stiglitz, J.E. (2002), *La grande désillusion*, Fayard, Paris.
Strange, S. (1994), *States and markets*, Pinter, New Tork
Touraine, A. (1991), Qu'est-ce que la démocratie aujourd'hui ? *Revue Internationale des Sciences Sociales* ; Mai.
Weisbrot, M., Baker, D., Kraev, E., Chen, J. (2002), *The scareboard on globalisation 1980-2000*, Center for Economic and Policy Research, Washington.